

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024-017

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT ENTRE LE 21 ET LE 25 RUE NATIONALE

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;
Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code de la Route notamment l'article L411-1 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;
Vu la DP 030 135 23 C0036 du 05 Mai 2023

Considérant la demande en date du 11 Janvier 2024 présentée Monsieur LORRAIN, 18 Rue de Beaucaire Jonquières St Vincent;

ARRÊTE

Article N°1 : le camion 19T est autorisé à occuper le domaine public pour la livraison chez M. LORRAIN de matériel pour la piscine entre le N°21 et le N°25 Rue Nationale du 29 Janvier au 02 Février 2024 de 7h30 à 18h00 durée 1 journée.

Le stationnement est interdit du N°21 au N°25 et en face.

La Rue Nationale est barrée et la circulation est interdite sauf riverains.

Par dérogation, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules de chantier.

Article N°2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le bénéficiaire.

Article N°3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article N°4 : Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 16 Janvier 2024.
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER


